

**Arrêté du 30 juillet 2026 portant cessation de fonctions et nomination
(régisseurs d'avances et de recettes) au tribunal judiciaire de Saint-Pierre de La Réunion**

NOR : JUSB2621143A

Le garde des Sceaux, ministre de la Justice,

Vu le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 modifié abrogeant et remplaçant le décret n°66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;

Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 modifié relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, notamment son article 22 ;

Vu le décret n°2019-798 du 26 juillet 2019 relatif aux régies de recettes et d'avances des organismes publics ;

Vu le décret n°2022-1605 du 22 décembre 2022 portant application de l'ordonnance n°2022-408 du 23 mars 2022 relative au régime de responsabilité financière des gestionnaires publics et modifiant diverses dispositions relatives aux comptables publics ;

Vu l'ordonnance n°2022-408 du 23 mars 2022 relative au régime de responsabilité financière des gestionnaires publics ;

Vu l'arrêté du 1^{er} juillet 2021 habilitant le garde des sceaux, ministre de la justice, à créer des régies de recettes et d'avances auprès des greffes des juridictions civiles et pénales ;

Vu l'arrêté du 24 mars 2022 portant modification de l'arrêté du 9 décembre 2019 modifiant l'arrêté du 14 mai 1996 portant institution de régies d'avances et de régies de recettes auprès des secrétariats-greffes des juridictions civiles et pénales ;

Vu l'arrêté du 19 avril 2022 portant modification de l'arrêté du 14 mai 1996 portant institution des régies d'avances et de régies de recette auprès des secrétariats-greffes des juridictions civiles et pénales ;

Vu l'arrêté du 16 juillet 2024 modifiant l'arrêté du 14 mai 1996 portant institution de régies d'avances et de régies de recettes auprès des secrétariats-greffes des juridictions civiles et pénales et l'arrêté du 9 décembre 2019 modifiant l'arrêté du 14 mai 1996 portant institution de régies d'avances et de régies de recettes auprès des secrétariats-greffes des juridictions civiles et pénales ;

Vu l'agrément du comptable public assignataire en date du 30 juillet 2026 ;

ARRÊTE :

Article 1^{er}

Il est, à compter du 1^{er} septembre 2026, mis fin aux fonctions de Monsieur Jean-Sébastien REMY, adjoint administratif principal, en sa qualité de mandataire suppléant des recettes et d'avances auprès du tribunal judiciaire de Saint-Pierre de La Réunion.

Article 2

En cas d'absence du régisseur pour maladie, congé ou tout autre empêchement exceptionnel, Madame Catherine BALZANET, greffière, est nommée mandataire suppléante auprès du tribunal judiciaire de Saint-Pierre de La Réunion, à compter du 1^{er} septembre 2026, afin de réaliser pour le compte du régisseur toutes les opérations afférentes à la régie dans les conditions fixées par le décret du 26 juillet 2019 relatif aux régies de recettes et d'avances des organismes publics.

Article 3

Le directeur des services judiciaires est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Bulletin officiel du ministère de la justice et notifié par les chefs de la cour d'appel de Saint-Denis de La Réunion, en leur qualité d'ordonnateurs secondaires au comptable assignataire.

Fait le 30 juillet 2026

Le garde des Sceaux, ministre de la Justice,
Par délégation,
P/La sous-directrice des ressources humaines des
greffes
L'adjointe au chef du bureau des affaires générales et
des personnels contractuels,

Signé
électroniquement :
Corine VICTORIA L0015760



Le régisseur	signature
--------------	-----------